



Une coalition pour une éducation inclusive, équitable et de qualité, et pour l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes et tous



OXFAM DENMARK

EDUCATION OUTLOUD  
advocacy & social accountability



## «L'équité éducative passe par un budget juste»



### ÉDITORIAL

Par Jean Samadari, Président et Représentant légal

#### Éducation de qualité : tout commence par le budget !

Une éducation de qualité ne se décrète pas: elle se finance. Comme le dit si bien l'adage, «*tout ce qui est bon a un prix* ». Le 17 juin 2025, à Ngozi, le Burundi a célébré la Journée internationale de l'Enfant africain. La Coalition Éducation pour Tous BAFASHEBIGE, avec l'appui de ses partenaires notamment Education Out Loud à travers le projet Ndinkabandi III, a pris une part active à cette célébration.

Le thème retenu par le Ministère en charge de la solidarité nationale, «*Planification et budgétisation pour les droits de l'enfant* », a été salué par la Coalition. Il rappelle une vérité essentielle : sans planification sérieuse et budgets adaptés, les droits des enfants restent lettre morte.

Mais la réalité budgétaire actuelle inquiète. Ces dernières années, les ressources allouées à l'éducation de base n'ont cessé de diminuer.



À ce rythme, l'éducation de qualité pour toutes et tous risque de demeurer un rêve lointain. Pire encore, le Burundi pourrait ne pas atteindre l'Objectif de développement durable n°4 (ODD 4), qui recommande d'allouer 15 à 20 % du budget national à l'éducation.

Pour changer cette trajectoire, la Coalition Éducation pour Tous encourage le gouvernement d'adopter une budgétisation inclusive, équitable et sensible au genre. Avec ses partenaires, EPT BAFASHEBIGE s'engage à soutenir les efforts visant à investir réellement et durablement dans l'éducation des enfants du Burundi. Parce qu'un budget bien orienté aujourd'hui, c'est un avenir assuré pour toute une génération.

#### DANS CE NUMÉRO

1. Plaidoyer pour une budgétisation éducative équitable P2

2. Engagement en faveur des droits de l'enfant P3

3. Un impact progressif dans le renforcement des capacités communautaires P4

# La Coalition Bafashebige appelle à une budgétisation du secteur éducatif équitable, sensible au genre et véritablement inclusive

Le 16 juin 2025, à l'occasion de la Journée de l'Enfant Africain, la Coalition Éducation pour Tous BAFASHEBIGE, à travers le projet Ndinkabandi III soutenu par Education Out Loud, a plaidé pour un financement équitable et sensible au genre du système éducatif burundais. Sa vice-présidente, Nathalie Mpfanuguhora, lors d'une conférence de presse, a rappelé que l'inclusion exige des engagements budgétaires concrets.



Nathalie Mpfanuguhora, vice-présidente de la Coalition Éducation pour Tous BAFASHEBIGE, au côté du secrétaire général, lors de la conférence de presse tenue à l'occasion de la Journée de l'Enfant Africain 2025.

« Chaque enfant burundais a droit à une éducation de qualité, un droit qui ne peut être assuré que par des engagements financiers concrets et durables », a insisté Mme Mpfanuguhora devant une quinzaine de journalistes représentants des médias les plus suivis au Burundi dont la radio et télévision nationales. Elle a d'emblée rappelé que « depuis plus d'une décennie, le Burundi s'est engagé à respecter les droits de l'enfant dans ses politiques et sa législation. Pourtant, malgré ces engagements, des disparités importantes persistent, particulièrement à l'encontre des filles, des enfants en situation de handicap et des enfants issus de milieux défavorisés. La gratuité de l'enseignement primaire a indéniablement permis d'améliorer l'accès à l'éducation. Toutefois, selon la vice-présidente, « de nombreux obstacles structurels continuent de peser sur le système éducatif : classes surchargées, pénurie de matériel scolaire, insuffisance d'enseignants qualifiés et infrastructures souvent inadéquates ». Ces conditions fragilisent la qualité de l'enseignement et empêchent une véritable égalité des chances pour tous les enfants.

## Un financement éducatif loin des standards internationaux

Mme Mpfanuguhora a dénoncé la diminution préoccupante des ressources allouées à l'éducation de base. « En 2023-2024, le budget national consacré à l'éducation a chuté à 12,7 %, soit environ 174 millions de dollars, un recul qui s'éloigne fortement de l'objectif de 20 % recommandé par l'UNESCO », a-t-elle souligné. Cette tendance, selon elle, « traduit une baisse progressive de l'investissement public dans l'éducation depuis 2015, où la part du budget consacrée à ce secteur est passée de 16 % à 13,5 % en 2023 ».

Par ailleurs, elle a regretté que cette budgétisation ne prenne pas suffisamment en compte les besoins spécifiques liés au genre et à l'inclusion. « L'absence d'une approche sensible au genre dans les budgets empêche de répondre aux besoins particuliers des filles et des enfants en situation de handicap », a-t-elle ajouté. De plus, elle a pointé le manque d'indicateurs clairs permettant d'évaluer l'impact des financements sur l'accès équitable à l'éducation, tout en soulignant « la faible participation des enfants et des communautés dans les processus de planification éducative ».

La Coalition Éducation pour Tous Bafashebige a appelé avec insistance à un renouvellement de l'engagement politique en faveur d'une allocation budgétaire transparente, équitable et sensible au genre. Mme Mpfanuguhora a également insisté sur le rôle essentiel des médias, qui doivent, selon elle, « jouer pleinement leur rôle de contre-pouvoir citoyen en relayant les voix des enfants et en assurant un suivi rigoureux des engagements publics ».

## « L'absence d'une approche sensible au genre dans les budgets empêche de répondre aux besoins particuliers des filles et des enfants en situation de handicap »

La Coalition plaidant pour un système éducatif inclusif, participatif et transformateur, où aucun enfant ne soit laissé pour compte, Nathalie Mpfanuguhora a résumé avec force la position de la Coalition : « Une éducation de qualité pour tous ne peut être atteinte qu'à travers des budgets justes, inclusifs et sensibles au genre. » Pour elle, le moment est venu de joindre l'acte à la parole.

# Journée de l'Enfant Africain : la Coalition EPT Bafashebige a pris part aux célébrations officielles aux côtés du gouvernement

La Coalition Éducation pour Tous BAFASHEBIGE a réaffirmé son engagement en faveur des droits de l'enfant lors de la Journée de l'Enfant Africain, célébrée le 17 juin 2025 à Ngozi. Sous le thème national « *Planification et budgétisation pour les droits de l'enfant* », l'événement, organisé par le ministère de la Solidarité nationale en partenariat avec des organisations de la société civile dont la Coalition BAFASHEBIGE, a rassemblé autorités, partenaires, enfants et défenseurs de la cause infantile.



Mélance Kirura, secrétaire de la Coalition (au milieu), lors des cérémonies marquant la Journée de l'Enfant Africain.

Représentée par M. Mélance Kirura, Secrétaire général, et M. Innocent Nimubona, chargé de la communication, du suivi et de l'évaluation, la Coalition a pris part avec conviction à cette journée qui a vu la participation de personnalités, dont Son Excellence Madame la Ministre de la Solidarité nationale, le Gouverneur de la province de Ngozi, le représentant de l'UNICEF, ainsi que plusieurs organisations locales et internationales œuvrant pour les droits de l'enfant. L'un des temps les plus marquants de la journée a été l'intervention d'un jeune réfugié congolais de 13 ans vivant au camp de Musasa. À travers un poème poignant, l'enfant a exprimé les réalités vécues par des milliers d'enfants marginalisés. Avec des mots simples mais puissants, il a interpellé les décideurs : « *Aujourd'hui, nous interpellons l'Union Africaine, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés... de se réunir pour évaluer le niveau de progrès réalisé pour intégrer les problèmes des enfants dans leur planification et budgétisation.* »

## Un engagement collectif salué par les autorités

Face aux micros et caméras, L'enfant réfugié a dénoncé sans détour l'impact de la pauvreté sur l'avenir des enfants : « *Mon rêve est d'être connu par le monde entier, mais la pauvreté reste un facteur sous-jacent qui affecte le monde des enfants.* »

Son message portait un espoir clair : celui de voir les enfants pris en compte dans les politiques publiques. Dans un passage lucide, il a lancé une critique des priorités institutionnelles « *L'objectif principal de gagner la vie pour l'enfant, c'est l'éducation, mais nous restons à parler des allocutions.* »

La participation active de la Coalition EPT BAFASHEBIGE à cette célébration s'inscrivait dans un esprit de collaboration avec les pouvoirs publics pour construire un environnement protecteur, inclusif et épanouissant pour chaque enfant au Burundi. Cette dynamique collective a été saluée par la ministre de la Solidarité nationale, Mme Immelde Sabushimike, qui a exprimé sa reconnaissance envers les acteurs engagés : « *Nous adressons notre profonde gratitude à toutes les associations qui œuvrent pour la protection et le développement des droits de l'enfant.* » Et de solliciter leur contribution pour faire avancer la planification et la budgétisation sensibles aux droits de l'enfant.



Immelde Sabushimike : « Nous adressons notre profonde gratitude à toutes les associations qui œuvrent pour la protection et le développement des droits de l'enfant. »



La Coalition Éducation pour Tous BAFASHEBIGE a célébré avec fierté la Journée de l'Enfant Africain



Photo de famille des participants à l'activité de suivi-évaluation

**À travers des formations ciblées, la Coalition Éducation pour Tous BAFASHEBIGE œuvre progressivement dans les communautés de Ngozi pour promouvoir une éducation inclusive et de qualité. Lors d'une récente mission de suivi-évaluation, une équipe de la Coalition a recueilli des témoignages, soulignant l'impact positif des actions menées sur le terrain, notamment un changement de regard face aux abandons scolaires.**

Les bénéficiaires des activités de renforcement des capacités menées par la Coalition se disent satisfaits et appellent à une intensification des formations, notamment à l'endroit des acteurs éducatifs de proximité. Marie Goreth Ndikuryayo, enseignante et tante-école au Lycée urbain de Ngozi, affirme avoir changé de regard grâce aux sessions organisées par la Coalition.

« Avant ces formations sur les méfaits de l'abandon scolaire, ce phénomène nous laissait indifférents », reconnaît-elle. Elle avoue qu'elle considérait autrefois comme normal le fait qu'un élève quitte l'école. « On s'en réjouissait même, car cela faisait moins de copies à corriger », confie-t-elle. Aujourd'hui, elle est active dans la sensibilisation contre l'abandon scolaire : « Lors de chaque réunion scolaire, je rappelle que l'avenir des enfants dépend de la continuité de leurs études. »

Dans le programme national « Tonton et Tante École » du ministère de l'Éducation, une tante-école est une enseignante élue par les élèves pour sa moralité et sa capacité d'écoute. Ce rôle est reconnu dans tous les établissements scolaires du pays. Odette Barakamfitiye, autre tante-école dans la commune de Ngozi, affirme avoir découvert la Coalition il y a environ quatre mois. Depuis, elle dit avoir renforcé ses compétences et revu ses priorités éducatives. « Avant, je me concentrais surtout sur les filles. Bafashebigé m'a appris que chaque enfant, fille ou garçon, mérite d'être écouté sans aucune forme de discrimination. »

### **Les cadres de concertation salués par les syndicats et autorités locales**

Pour Melchior Manirambona, enseignant et représentant légal de la Confédération des syndicats des enseignants (COSSESONA), l'instauration de cadres de concertation communautaire dans plusieurs communes par la Coalition est une avancée significative. « Si la Coalition reçoit davantage de soutien, elle peut contribuer à maintenir les enfants à l'école et à les protéger », affirme-t-il.

Denis Barampanze, chef adjoint de l'antenne provinciale de Bafashebigé à Ngozi, souligne que les personnes formées comprennent désormais leur rôle, notamment les membres des cadres de concertation communautaire : responsables scolaires, administratifs, judiciaires et sécuritaires. Il indique que des descentes ont été organisées dans différentes communes de Ngozi pour sensibiliser contre les abandons scolaires « Dans certains cas, nous sommes intervenus directement lorsque des enfants ont été renvoyés de l'école de manière injustifiée », précise-t-il.

Paul Niyonzima, conseiller juridique du gouverneur de Ngozi, se réjouit également de l'apport de la Coalition dans la lutte contre l'abandon scolaire. « Avant, un enfant pouvait quitter l'école simplement par négligence parentale », se souvient-il. Il estime que ce manque d'accompagnement était dû à l'absence de sensibilisation. « Grâce aux dialogues initiés par la Coalition avec les responsables éducatifs, on observe un réel changement : les enfants ne sont plus tenus à l'écart de l'école à cause de leur handicap. »

Il ajoute que la communauté est désormais attentive à la sécurité scolaire. « Même des passants aident les enfants à traverser la route. Ce n'est plus uniquement la responsabilité des parents. » Et de conclure : « Grâce à Bafashebigé, certaines erreurs ne seront plus commises à l'encontre de nos enfants. »

Si les efforts de Bafashebigé sont salués, plusieurs acteurs recommandent d'étendre les activités de sensibilisation et de formation jusqu'aux collines et sous-collines. « Les administratifs à la base, plus proches des communautés, ont le temps et les occasions de transmettre leurs connaissances, contrairement aux autorités centrales souvent débordées », souligne un participant.

## Augmentation des effectifs dans les internats : « Des défis restent à relever »

À travers des formations ciblées, la Coalition Éducation pour Tous BAFASHEBIGE œuvre progressivement dans les communautés de Ngozi pour promouvoir une éducation inclusive et de qualité. Lors d'une récente mission de suivi-évaluation, une équipe de la Coalition a recueilli des témoignages, soulignant l'impact positif des actions menées sur le terrain, notamment un changement de regard face aux abandons scolaires.

Pour Mme Mpfanugohora, cette initiative est « très bonne » et mérite d'être encouragée, car elle offre aux élèves des conditions plus stables et favorables à l'apprentissage. « Personne ne peut la critiquer. Il faut continuer à prendre ce genre de décisions », a-t-elle affirmé. Cependant, elle rappelle que cette augmentation des effectifs doit impérativement s'accompagner d'un renforcement des moyens alloués aux établissements, notamment pour répondre aux besoins alimentaires. « C'est quand on a mangé que l'on a de la force pour travailler. Il faut que le gouvernement augmente les ressources nécessaires pour nourrir les enfants », a-t-elle insisté, pointant du doigt le problème persistant de la faim dans les écoles, reflet des difficultés économiques du pays.

### Veiller aux conditions de vie des élèves

La vice-présidente de Bafashebigé souligne également que la qualité de l'éducation dépend non seulement du bien-être des élèves, mais aussi de celui des enseignants.

« Il est indispensable de veiller aux conditions de vie des élèves, et pas seulement ; les enseignants aussi ont besoin d'internats. » Tout cela contribuerait à renforcer les connaissances et améliorer la qualité de l'enseignement», a-t-elle expliqué. En conclusion, Mme Mpfanugohora lance un appel au gouvernement et à l'ensemble de la population : « L'État et les citoyens doivent contribuer, car si vous n'instruisez pas un enfant, cela ne sert à rien. » Pour la Coalition Éducation pour Tous Bafashebigé, garantir de meilleures conditions d'apprentissage est une priorité incontournable pour l'avenir du pays.

Pour rappel, cette mesure a été annoncée pour la première fois par le chef de l'État, Évariste Ndayishimiye, lors de la 5<sup>e</sup> édition du forum de haut niveau des femmes leaders, tenue du 7 au 8 octobre 2024 à Bujumbura. Le ministre en charge de l'éducation a déjà souligné une augmentation prochaine d'au moins 5000 élèves dans les lycées à régimes d'internat.

## Vacances scolaires: «Une occasion précieuse d'éducation à la vie et de dialogue en famille»

Interrogé par la radio communautaire Shima FM à l'occasion du début des grandes vacances scolaires, le Président et Représentant légal de la Coalition Éducation pour Tous BAFASHEBIGE, Me Jean Samandari, a insisté sur la valeur éducative et sociale de cette période pour les élèves et leurs familles.

«Tout d'abord, nous souhaitons de bonnes vacances à tous les élèves, sauf à ceux qui passent encore l'examen d'État. À ceux-là, nous leur disons de travailler avec courage et sérénité», a déclaré Me Samandari. Selon lui, les vacances ne doivent pas être vues comme un simple temps de repos, mais comme «un moment propice pour changer d'air, apprendre d'autres leçons que celles enseignées à l'école et participer à la vie familiale et communautaire».

Pour le président de la coalition, il est essentiel que les enfants profitent de ces quelques mois pour s'impliquer dans les activités domestiques, découvrir des savoir-faire traditionnels et renforcer les liens familiaux. «C'est aussi l'occasion pour les parents de donner des conseils, d'échanger sur la vie, de transmettre des valeurs citoyennes et de préparer leurs enfants à devenir des adultes responsables», a-t-il souligné. Me Samandari a également rappelé que les vacances peuvent servir à tisser ou raviver des liens avec la famille élargie et le voisinage, contribuant ainsi à construire une identité collective et un sens d'appartenance. Le président de la coalition Éducation pour Tous a en outre exprimé ses préoccupations face à une pratique toujours observée: certains enfants, surtout issus de familles vulnérables, partent travailler en ville pendant les vacances pour subvenir aux besoins du foyer

### Mettre fin au travail des enfants

«Il faut rappeler que la loi burundaise et les conventions internationales interdisent formellement le travail des enfants de moins de 18 ans. Leur unique mission doit rester l'école et la formation», a-t-il averti.

Il a lancé un appel aux employeurs pour qu'ils respectent la loi et aux parents pour qu'ils protègent le parcours scolaire de leurs enfants, précisant que le rôle du parent est de «travailler pour que l'enfant puisse étudier et se soigner, et non de l'envoyer sur le marché du travail».

Enfin, Me Jean Samandari a encouragé les autorités locales et les communautés à organiser des activités collectives et solidaires. «Quand nous étions jeunes, les vacances étaient rythmées par des camps de travail communautaires: nous aidions des personnes âgées, participions à la construction d'écoles... Ces actions inculquaient l'esprit d'entraide et de citoyenneté», a-t-il rappelé.

Selon lui, il est nécessaire que les enfants ne passent pas ces mois à ne rien faire, mais qu'ils profitent de ce temps pour apprendre à vivre ensemble, renforcer la cohésion sociale et préparer leur avenir, tout en restant protégés contre toute forme d'exploitation.

«L'État doit également suivre de près la question de l'abandon scolaire et prendre des mesures pour garantir les droits des enfants», a-t-il conclu.

# Pour nous contacter



**(+257)22275547**



**www.bafashebige.org**



**Info@bafashebige.org**



**Rohero I, av. Bubanza N° 9**

**Vous pouvez nous suivre sur**

**[https://www.facebook.com/profile.php?  
id=100064670834531](https://www.facebook.com/profile.php?id=100064670834531)**

**<https://x.com/bafashebige>**

**Ce bulletin est produit avec l'appui  
financier du Programme EOL**